

L'e-euro, une étape vers une réforme monétaire internationale

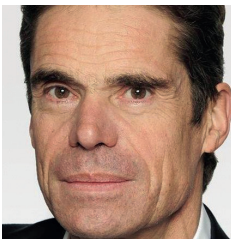


Par **Jean-François Serval**

Président du Groupe Audit - Serval - Constantin

et **Jean-Pascal Tranié** - *Léonard de Vinci, 1985*

Président de ALOE PRIVATE EQUITY



La monnaie digitale peut et doit devenir l'outil privilégié d'une nouvelle donne monétaire internationale, stabilisée par la création d'un étalon monétaire digital. Dans ce contexte, l'Europe a intérêt à porter le projet d'un euro numérique dans un environnement géoéconomique où les acteurs dominants tendent « naturellement » à imposer leur suprématie sur les échanges internationaux, par le biais de leur monnaie. Si l'Europe ne dispose pas d'un

leadership politique, rappelons qu'elle est la deuxième puissance commerciale.

Mme Christine Lagarde, Présidente de la BCE, a récemment fait savoir que la Banque centrale européenne avait engagé l'étude d'un euro numérique en vue de lancer une monnaie virtuelle commune à la zone euro. Une nouvelle monnaie capable de contrer les crypto monnaies privées, mais aussi de rivaliser avec les projets des deux géants, la Chine et les Etats-Unis, qui, constate la présidente de la BCE, ont pris une sérieuse avance sur l'Europe. La question monétaire, en effet, est bien au cœur des enjeux géoéconomiques qui redéfinissent la puissance des nations.

En soit, tel qu'annoncé par la BCE, le projet d'une monnaie digitale ne peut aboutir que s'il permet de déterminer les conditions techniques d'une circulation monétaire sécurisée. Dans un contexte de concurrence internationale

acharnée, rapidité et sécurité électronique et juridique seront les critères d'appréciation du déploiement d'un système par rapport à un autre.

L'aspect coût, ainsi que ceux de la régulation et de la sécurité juridique des infrastructures détermineront les comparaisons entre systèmes concurrents, comme la propriété et l'usage des données issues de ces échanges numériques dont nous connaissons la valeur pour toutes les entreprises.

La concurrence, dans un domaine aux évolutions technologiques de plus en plus rapides, doit continuer à jouer pour que les meilleures solutions émergent. La déclaration de Mme Lagarde évoque implicitement l'aspect technique essentiel d'une monnaie digitale remplaçant, en mieux, une monnaie qui, pour digitale qu'elle était déjà de facto devenue, n'en restait pas moins limitée par rapport à ce que peut permettre une monnaie

numérique en termes de standardisation, d'information, de sécurité, de rapidité d'usage et de coût.

L'action de la BCE dans la transformation du support monétaire est évidemment légitime puisqu'elle vise à sécuriser les échanges par voie monétaire. L'institution de Francfort agissant dans le cadre des traités européens qui la constitue, n'envisage pas, pour autant, une modification de l'étalon, en l'occurrence l'euro, en tant que standard international.

Pour un nouvel accord monétaire international

Et pourtant, comme nous l'évoquions dans notre ouvrage écrit il y a quelques années déjà¹, la monnaie digitale peut, et doit devenir à notre avis, l'outil privilégié d'une nouvelle donne monétaire internationale, stabilisée par la création d'un étalon monétaire digital. Plus que toute autre puissance, l'Europe a intérêt à porter ce projet dans un environnement géoéconomique où les acteurs dominants tendent « naturellement » à imposer leur suprématie sur les échanges internationaux, par le biais de leur monnaie.

Si l'Europe ne dispose pas d'un leadership politique qui lui permet de dicter sa loi aux grands acteurs mondiaux, il est cependant indispensable de rappeler qu'elle est la deuxième puissance commerciale, avec un excédent de ses échanges de biens de 200 milliards d'euros en 2019, contre 400 milliards pour la Chine. Forte de cette réalité, l'Europe peut faire entendre sa voix, si elle le veut, alors que ses deux grands concurrents s'affrontent dans une rivalité toujours plus dangereuse pour la planète. L'abandon historique de toute ambition impériale, dans ce contexte d'affrontement binaire, devrait donner à l'Europe une véritable autorité morale pour s'affirmer comme un acteur indispensable aux yeux de la communauté internationale. « Maintenant que le monde devient multipolaire et moins consensuel et que les Etats-Unis utilisent de plus en plus le dollar à des fins diplomatiques et politiques, un accord entre les Etats la Chine et l'Europe paraît essentiel pour l'avenir », écrivait récemment l'ancien directeur du FMI, Jacques de Larosière². Un point de vue que nous partageons absolument, avec une précision, cependant : Le Japon,



troisième puissance économique et financière au monde, doit être d'évidence un des moteurs de cette nouvelle donne monétaire, compte tenu, tout particulièrement, du rôle capital qui est le sien au sein des économies asiatiques et du jeu des équilibres complexes dans cette partie du monde, entre l'influence chinoise et celle du pays du soleil levant.

L'Empire du milieu au centre d'un monde multipolaire

Avec le caractère très diversifié de ses productions, l'Europe peut promouvoir et assurer la stabilité d'un étalon digital et participer ainsi à une mise en œuvre consensuelle d'une réforme fondamentale du système monétaire international, afin d'en partager les bénéfices entre les pays, quelque en soit la taille, la prospérité, les forces ou les faiblesses. Cette réforme consacrerait le rôle de la Chine en tant qu'acteur majeur de l'économie mondiale, tout en inscrivant sa devise dans le cadre régulé d'un système monétaire international rénové. Un système dont elle serait, enfin, un acteur à part entière et dont elle s'était jusque-là affranchie en limitant, pour l'essentiel, l'usage de sa devise aux échanges intérieurs. Un choix politique offensif qui lui a aussi permis de déployer une stratégie conquérante d'investissements extérieurs, où les investisseurs chinois peuvent financer leurs conquêtes de marchés en circuit fermé, avec leur propre devise qui échappe aux contraintes de parité et de régulation du système monétaire international. L'accord historique de libre échange que la Chine vient de conclure avec les 10 pays de l'ASEAN, plus

le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, soit 30% du PIB mondial, impose l'évidence d'un monde multipolaire, appelé inéluctablement à se doter de nouvelles règles de coopération internationale, si l'on veut échapper à la logique de confrontation des blocs, pour ne pas dire de « choc des civilisations », alors que l'Empire du milieu se réapproprie sa « centralité » historique, au cœur de l'Asie et, n'en doutons pas, au-delà.

La mise en place d'un euro numérique par la concurrence qu'il créera avec le Renminbi digital ne peut qu'être favorable à un projet de réforme monétaire, par la régulation obligatoire qui l'accompagnera et contribuer ainsi à l'amélioration d'un système international, désorganisé depuis la fin des accords de Bretton Woods, en 1971. Cette nouvelle donne monétaire doit conduire à la création d'un étalon

L'Europe peut faire entendre sa voix alors que ses deux concurrents s'affrontent dans une rivalité dangereuse

universel digital, nécessaire à la mesure de la solvabilité des émetteurs nationaux, aux règlements des transactions internationales et pouvant, à terme, servir de valeur de réserve. Un nouvel ancrage, donc, qui permettrait de générer un minimum de stabilité et d'ordre dans les mouvements de change planétaires, dans un contexte d'affaiblissement du règne du dollar. Ce projet ambitieux passe inévitablement par la mise en place d'une conférence internationale qui devra fixer les règles de la nouvelle donne monétaire d'un monde multipolaire, menacé par le poids de ses déséquilibres, avec un endettement public qui représente désormais trois fois le PIB mondial !

¹ « The Monetary System : Analysis and New Approaches to regulation ». Wiley, 2014.

² « Réflexions sur la crise sanitaire et financière », Jacques de Larosière, 30 mars 2020

